



# La contribution suisse à l'élargissement

## Rapport annuel 2018



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

**Direction du développement  
et de la coopération DDC**

Secrétariat d'Etat à l'économie SECO

Photo de couverture (g.) : La Suisse soutient des villes roumaines dans la mise en place d'un approvisionnement énergétique durable. La ville d'Arad, par exemple, peut réduire ses émissions de CO<sub>2</sub> de 600 t par an grâce à un nouvel éclairage public efficace sur le plan énergétique. De plus, les passants se sentent plus en sécurité la nuit. © SECO

Photo de couverture (d) : La Suisse contribue à réduire le taux de chômage élevé des jeunes en Bulgarie ; 1134 apprentis bulgares ont opté pour une formation professionnelle duale selon le modèle suisse, et 76 enseignants ont été formés pour les 12 nouveaux plans d'études. © DDC

# La contribution à l'élargissement en bref

Au titre de la contribution à l'élargissement, qui représente en tout 1,302 milliard de francs, la Suisse soutient de manière autonome des projets bilatéraux dans les pays ayant adhéré à l'UE depuis 2004, afin de réduire les disparités économiques et sociales dans l'Europe élargie. La contribution à l'élargissement repose sur la votation populaire de 2006, lors de laquelle le peuple suisse a accepté la loi fédérale sur la coopération avec les États d'Europe de l'Est.

La contribution à l'élargissement est un geste de solidarité, mais elle sert également les intérêts de la Suisse, puisque les projets permettent de promouvoir un grand nombre de partenariats. Ces derniers sont un bon moyen de renforcer les relations avec l'UE et, en particulier, ses nouveaux États membres. La contribution à l'élargissement est un composant important

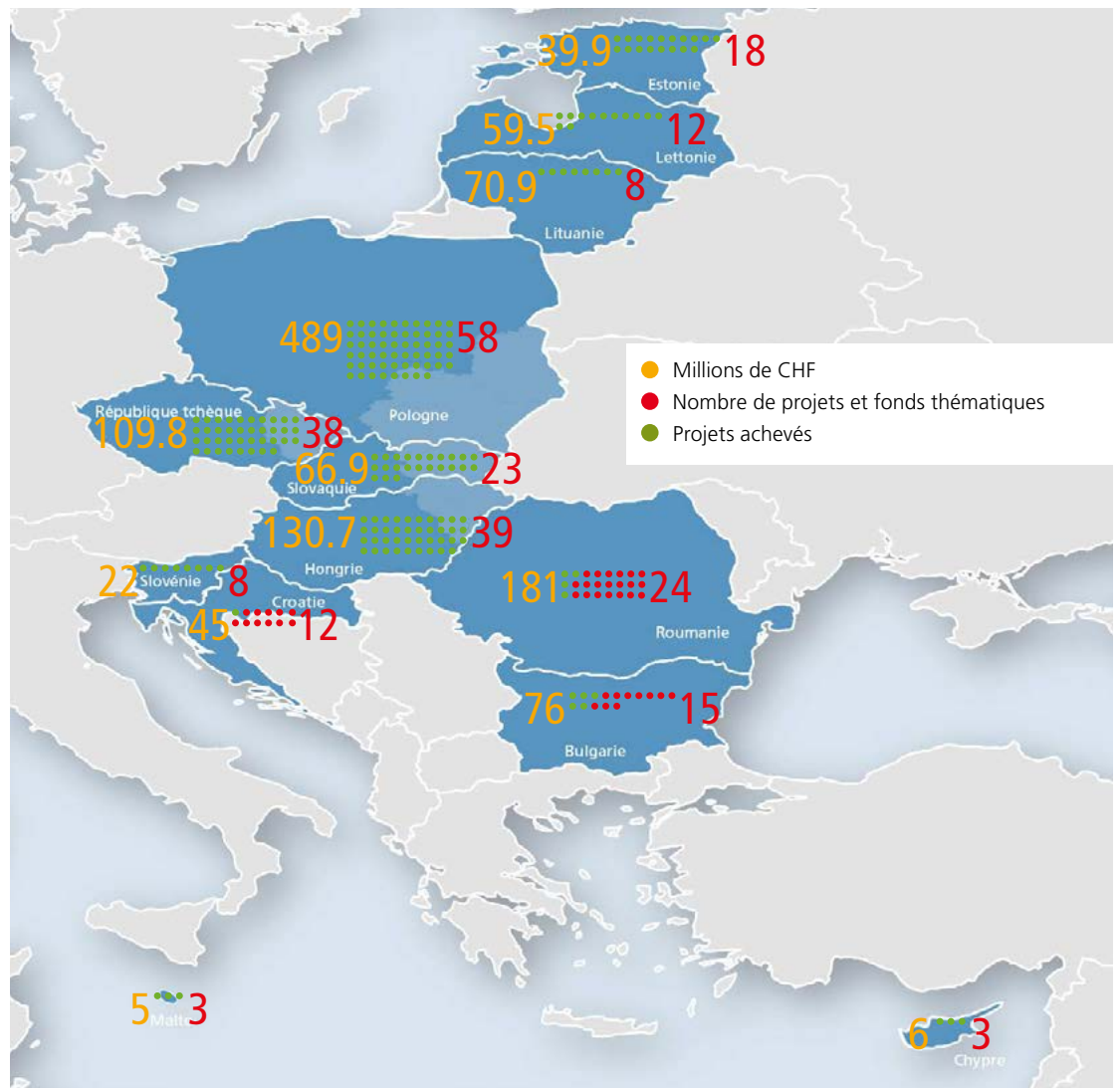
de la politique européenne de la Suisse et assoit la bonne réputation de notre pays. Elle améliore ainsi les chances des entrepreneurs suisses participant à des marchés publics dans l'UE. Elle permet par ailleurs d'œuvrer à la résolution d'enjeux transnationaux, tels que la protection du climat ou la lutte contre la criminalité organisée.

Les projets en cours sont encadrés efficacement par la Direction du développement et de la coopération (DDC) et le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) ainsi que les ambassades suisses dans les pays partenaires. Ces derniers financent en règle générale au moins 15 % des coûts. En cas de soupçons d'irrégularités, la Suisse peut suspendre les paiements et exiger le remboursement des contributions indûment obtenues.



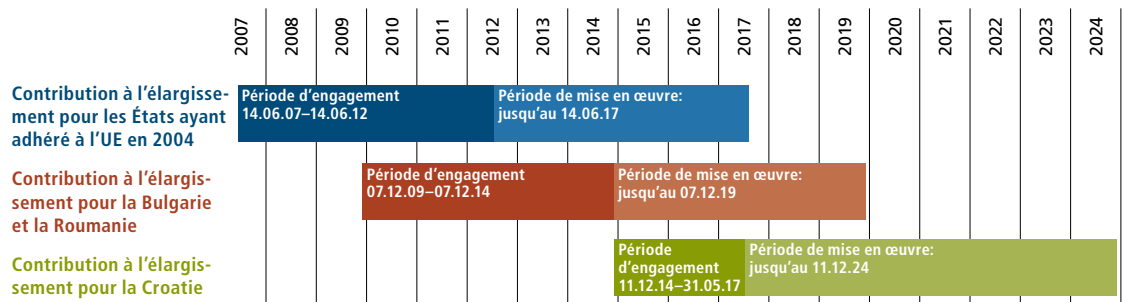
De nouveaux moyens d'enseignement et les cours de langue permettent d'améliorer l'intégration des Roms. © DDC

## Répartition géographique de la contribution à l'élargissement



La répartition de la contribution suisse à l'élargissement entre les 13 États partenaires (UE-13) a été définie en fonction du poids démographique et du revenu par habitant. La Suisse a choisi les projets qu'elle soutient en concertation avec les pays partenaires et indépendamment de l'UE.

## Calendrier de la contribution à l'élargissement



Les projets de la contribution à l'élargissement doivent aboutir dans un délai de 10 ans. Au cours de la période d'engagement, les projets sont sélectionnés et les modalités de leur mise en œuvre sont définies. Vient ensuite la période de mise en œuvre, au cours de laquelle tous les projets doivent être menés à bien.

Chypre, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malte, la Pologne, la Slovaquie, la Slovénie et la République tchèque (États de l'UE-10) ont mené leurs projets à terme en 2017. Le rapport annuel 2018

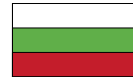
se concentre par conséquent sur les projets en cours en Bulgarie, en Croatie et en Roumanie (UE-3). Les principaux résultats obtenus dans ces 3 pays sont présentés ci-après.

### Fonds thématiques en Bulgarie et Roumanie

En Bulgarie et en Roumanie, la Suisse travaille en partie via des fonds thématiques. Il existe au total 13 fonds thématiques sur les 7 thèmes suivants : sécurité, société civile, partenariats, intégration des Roms, santé, recherche et bourses. Alors que les fonds thématiques sont confiés à des gestionnaires suisses, les projets financés par ces fonds sont mis en œuvre et administrés par des organes locaux. Pour le fonds thématique axé sur la sécurité en Roumanie, par exemple, c'est un groupe composé du consultant Team Consult Genève, du Centre de contrôle démocratique des forces armées Genève (DCAF) et de l'organisation non gouvernementale (ONG) Coginta qui a été

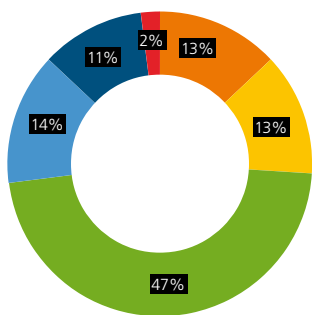
mandaté. Le travail dans le cadre de fonds thématiques offre divers avantages : il permet une mise en œuvre efficace et correcte des projets, puisque l'encadrement est assuré par un partenaire suisse. De plus, il promeut des partenariats avec des organisations suisses, garantissant ainsi l'apport d'un savoir-faire spécifique suisse. Il s'agit là d'un élément essentiel à la réussite du projet, les institutions locales ne disposant parfois pas encore des connaissances techniques nécessaires. L'économie suisse profite elle aussi des mandats attribués à des gestionnaires de fonds privés suisses pour près de 10 millions de francs.

# Contribution à l'élargissement pour la Bulgarie



**Population** : 7,1 millions  
**Importations suisses depuis la Bulgarie** : 310 millions de francs  
**Exportations suisses vers la Bulgarie** : 391 millions de francs  
**Taux de croissance du PIB réel** : 3,6 %  
**Pouvoir d'achat par rapport à la moyenne de l'UE** : 49 %  
(Source : Eurostat, statistique suisse du commerce extérieur, chiffres 2017)

**En Bulgarie, la Suisse soutient, jusqu'en 2019, 9 projets et 6 fonds thématiques (avec 23 sous-projets) à hauteur de 72,2 millions de francs ; 3 projets ont été menés à bien et 2 fonds thématiques ont été clôturés. Les résultats obtenus jusqu'à fin 2018 sont présentés ci-après.**



## Répartition de la contribution selon les objectifs visés

- Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail**  
5 (sous-)projets CHF 9'533'750
- Accroître la sécurité sociale**  
8 (sous-)projets CHF 9'338'190
- Protéger l'environnement**  
5 (sous-)projets CHF 34'178'871
- Accroître la sécurité publique**  
9 (sous-)projets CHF 9'850'000
- Renforcer la société civile**  
3 (sous-)projets CHF 7'800'000
- Préparation des projets et assistance technique**  
2 (sous-)projets CHF 1'499'189

**Total CHF 72'200'000**

À ce montant s'ajoutent les coûts de la mise en oeuvre qui incombent à la Suisse.

## ■ Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail

### *Réforme de la formation professionnelle*

Reprenant le système suisse de formation duale, 32 écoles professionnelles dans 19 villes de l'ensemble du pays et plus de 170 entreprises partenaires forment désormais, grâce à des plans d'études révisés, 1134 apprentis dans 12 professions. En parallèle, les travaux de réforme vont bon train et impliquent la participation de tous les acteurs concernés. Une importante étape a été franchie avec l'entrée en vigueur de l'ordonnance sur la formation professionnelle duale, adaptée en fonction des recommandations du projet.

### *Recherche*

Grâce à l'octroi d'une bourse, 22 doctorants et post-doctorants ont effectué un stage de recherche dans une université suisse. Dans le cadre d'un programme de recherche helvético-bulgare, 13 projets sont réalisés. Ces 2 programmes ont contribué à une meilleure intégration des chercheurs et des instituts de recherche bulgares dans les réseaux internationaux, ce dont témoignent plusieurs articles publiés dans des revues scientifiques prestigieuses.



Les bourses de recherche ont permis de soutenir la carrière scientifique de jeunes chercheurs prometteurs. © DDC

### **Marchés publics**

La Suisse soutient les efforts de la Bulgarie pour améliorer les conditions-cadre favorisant une pratique durable en matière de marchés publics. À cette fin, une analyse de marché portant sur des produits durables a été réalisée en Bulgarie. Les autorités bulgares disposent d'un nouveau guide pour appliquer des critères de durabilité lors de l'attribution de marchés publics. Par ailleurs, un voyage d'études en Suisse a permis un échange d'expériences avec les autorités suisses.

## ■ **Accroître la sécurité sociale**

### **Inclusion sociale des Roms et d'autres minorités**

La Suisse soutient le gouvernement bulgare dans la mise en œuvre de sa stratégie nationale d'intégration des Roms à l'échelon local. L'accès à l'école enfantine a été amélioré grâce à de nouvelles installations. La scolarisation précoce, les leçons de bulgare, les cours de rattrapage, les activités extrascolaires et l'engagement de médiateurs scolaires constituent des moyens efficaces d'encourager l'intégration des minorités dans le système scolaire : plus de 1950 enfants ont bénéficié de ces mesures. Par ailleurs, des médiateurs de santé ont sensibilisé plus de 4700 membres de la communauté rom sur les thèmes de la promotion d'un mode de vie sain, de la prévention des maladies et du suivi des grossesses.

### **Assistance et soins à domicile**

Le système de soins extra-hospitaliers mis en place avec succès en Bulgarie s'inspire du modèle suisse de soins à domicile, dont l'efficacité et la qualité ont été reconnues. Dans 4 communes du district de Vratsa, l'une des régions les plus pauvres d'Europe, la qualité de vie de 734 patients souffrant de maladies chroniques a pu être améliorée. Les membres de la minorité rom ont également été intégrés, aussi bien en tant que patients (15 %) qu'en tant que personnel soignant à domicile (25 %). L'objectif est d'étendre peu à peu le système des soins extra-hospitaliers à l'ensemble du pays. Le Parlement bulgare a déjà approuvé les changements législatifs qui ont permis d'introduire ces services médico-sociaux dans le système de santé publique. Une étroite collaboration entre les antennes suisse et bulgare de la Croix-Rouge a résulté du projet.



Les soins ambulatoires sont moins onéreux que les soins hospitaliers et déchargent les proches. © DDC

## ■ **Protéger l'environnement**

### **Transports publics**

Une entreprise suisse a livré 28 anciens trams des transports publics bâlois (BVB) à Sofia. La Suisse contribue ainsi à l'amélioration du système de transports publics et, partant, à la réduction des embouteillages et de la pollution de l'air. Avec l'aide d'une entreprise spécialisée, la ville de Sofia a en outre développé un plan directeur pour une mobilité durable.



Les trams bâlois qui sillonnent la ville de Sofia offrent davantage de confort aux passagers, et leur plancher surbaissé facilite l'utilisation des transports publics aux personnes à mobilité réduite. © SECO

### **Gestion des déchets**

La Suisse soutient l'élimination, dans le respect de l'environnement, d'environ 4500 t de produits phytosanitaires toxiques et périmés, stockés dans différents dépôts répartis sur tout le territoire bulgare. Les travaux d'assainissement nécessaires pour résoudre ce grave problème environnemental sont en cours. La Bulgarie a par ailleurs donné le coup d'envoi à la création de points de collecte destinés aux déchets spéciaux des ménages, un projet pilote développé dans 5 communes.

## ■ Accroître la sécurité publique



La mise à disposition de ressources techniques pour collecter des éléments de preuve améliore l'indépendance de la police criminelle bulgare. © DDC

### **Sécurité dans l'espace Schengen**

L'abolition du contrôle des personnes à l'intérieur de l'espace Schengen nécessite une collaboration policière renforcée en matière d'échange d'informations entre le bureau de coordination de la police bulgare et le système d'information Schengen de l'UE. La Suisse a contribué à accroître le professionnalisme du bureau bulgare et à renforcer le partenariat entre la Bulgarie et la Suisse.

### **Prévention et lutte contre la traite des êtres humains**

L'étroite collaboration avec les autorités suisses et les organisations de la société civile permet d'identifier plus aisément et de mieux assister les victimes de la traite des êtres humains en Bulgarie et en Suisse. Un nouveau centre de transit, équipé de 34 lits, et 2 centres d'accueil ont ouvert leurs portes à Sofia. Par ailleurs, 150 victimes identifiées à l'étranger ont bénéficié d'une aide au retour et d'un soutien lors de leur réinsertion en Bulgarie. Des campagnes de prévention sont organisées pour empêcher la traite des êtres humains et une nouvelle hotline destinée aux victimes est en service 24h/24.

## ■ Renforcer la société civile

### **Fonds pour la société civile**

Au total, 45 ONG ont bénéficié de ressources financières provenant d'un fonds de soutien créé dans le but de promouvoir et de renforcer la participation de la société civile au développement économique et social du pays. Dans le cadre de projets relevant des domaines social et environnemental, les ONG bénéficiaires ont accru leurs capacités, mobilisé un certain soutien public en faveur de leurs causes et exercé une influence sur plusieurs réformes.



Des exploitations agricoles bulgares ont reçu des conseils pour une utilisation durable des ressources. © DDC

### **Développement régional et protection de la nature**

La Suisse encourage l'agriculture durable dans les zones protégées, la production locale et le tourisme écologique dans les régions périphériques les plus pauvres de Bulgarie. Le regroupement de 23 organisations rurales représente en ce sens un modèle de collaboration entre ONG. Les ONG bulgares et suisses ont notamment apporté leur soutien à quelque 50 exploitations agricoles pour qu'elles puissent transformer leur production de lait et commercialiser leurs produits à la ferme, ainsi que les vendre sur un marché paysan hebdomadaire créé à cet effet à Sofia. Les évaluations montrent que le recours à la vente directe permet de tripler ses revenus. Le Ministère de l'agriculture prévoit par conséquent de subventionner d'autres villes qui projettent de développer des marchés similaires.

### **Fonds de partenariat**

En Bulgarie, 27 projets ont été réalisés en partenariat avec des organisations suisses. Par exemple, les villes de Gabrovo et de Thoune ont mis en œuvre un projet ensemble. La coopération avec des organisations de la société civile stimulent le développement du pays et l'échange de connaissances et d'expériences dans différents domaines.



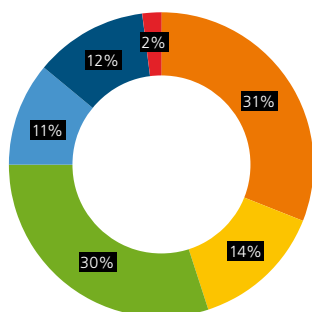
# Contribution à l'élargissement pour la Roumanie



**Population** : 19,6 millions  
**Importations suisses depuis la Roumanie** : 643 millions de francs  
**Exportations suisses vers la Roumanie** : 745 millions de francs  
**Taux de croissance du PIB réel** : 6,9 %  
**Pouvoir d'achat par rapport à la moyenne de l'UE** : 63 %  
(Source : Eurostat, statistique suisse du commerce extérieur, chiffres 2017)

**En Roumanie, la Suisse soutient, jusqu'en 2019, 17 projets et 7 fonds thématiques (avec 44 sous-projets) à hauteur de 172 millions de francs ; 2 projets ont été menés à bien et 2 fonds thématiques ont été clôturés. Les résultats obtenus jusqu'à fin 2018 sont présentés ci-après.**

## Répartition de la contribution selon les objectifs visés



- Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail**  
10 (sous-)projets CHF 53'352'250
- Accroître la sécurité sociale**  
11 (sous-)projets CHF 24'257'382
- Protéger l'environnement**  
14 (sous-)projets CHF 52'169'669
- Accroître la sécurité publique**  
22 (sous-)projets CHF 17'999'999
- Renforcer la société civile**  
2 (sous-)projets CHF 21'166'970
- Préparation des projets et assistance technique**  
2 (sous-)projets CHF 3'003'730

**Total CHF 171'950'000**

À ce montant s'ajoutent les coûts de la mise en oeuvre qui incombent à la Suisse.

## ■ Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail

### *Orientation professionnelle dans les écoles et les entreprises*

En participant à des modules de formation axés sur l'orientation professionnelle, plus de 9000 écoliers et apprentis issus de 180 écoles apprennent à mieux estimer leurs compétences et se familiarisent avec le monde du travail. Plus de 900 enseignants ont été formés pour approfondir la thématique de l'orientation professionnelle et de l'enseignement centré sur l'élève. En outre, les exigences du marché du travail ont été intégrées dans les plans d'études roumains en tant que thème d'enseignement transversal.

### *Recherche*

Grâce à une bourse, 88 doctorants et post-doctorants ont effectué un séjour de recherche de durée limitée dans une université suisse. Dans le cadre du fonds de recherche pour les projets communs à la Suisse et à la Roumanie, 27 partenariats scientifiques ont été mis sur pied. Les chercheurs ont publié 137 articles dans des revues scientifiques et ont présenté les résultats de leurs travaux lors de plus de 170 conférences.

### **Soutien aux PME**

Faute de pouvoir fournir suffisamment de garanties, nombre de PME roumaines peinent à obtenir un crédit. C'est pourquoi la Suisse participe à hauteur de 24,5 millions de francs à un fonds qui permet aux PME solvables de 8 secteurs d'avoir un meilleur accès au marché du crédit. Une grande banque d'affaires roumaine chargée de la gestion du fonds accorde des prêts garantis de 300 000 francs au maximum, dans le but de renforcer la compétitivité et les activités d'investissement des PME. À la fin de 2018, plus de 460 crédits ont été accordés, ce qui a permis d'assurer environ 3000 emplois.



La Suisse aide des exploitations agricoles biologiques à commercialiser leurs produits à Bucarest et Ploiești. © SECO

### **Promotion des exportations**

Bien que la Roumanie ait une longue tradition dans l'agriculture commerciale et l'industrie de transformation du bois, ces secteurs ont jusqu'à présent principalement alimenté le marché intérieur. Le commerce et la compétitivité internationale sont pourtant essentiels à une croissance à long terme. Un projet suisse vise à préparer au marché d'exportation des PME des secteurs de l'agriculture biologique et de la production de meubles en bois, et à réaliser elles-mêmes davantage d'étapes de production lucratives le long de la chaîne de création de valeur. Dans le centre et le nord-est de la Roumanie, 82 PME ont bénéficié de formations en marketing et en gestion dans 2 centres d'affaires spécialisés dans l'exportation. Leurs produits ont été analysés, des critères d'assurance qualité tels que la certification biologique ont été introduits et des groupes ont été formés afin d'assurer le volume et la qualité exigés par les pays étrangers. Au total, 30 PME des 2 secteurs ont pu présenter leurs produits lors de 2 expositions internationales, à Budapest et à Dubaï.

## **■ Accroître la sécurité sociale**

### **Amélioration des services de secours**

Dans le cadre d'un partenariat, la Garde aérienne suisse de sauvetage (Rega) a organisé et coordonné des formations continues pour les pilotes d'hélicoptère roumains. 34 pilotes ont amélioré leurs compétences de pilotage grâce à 47 modules de formation. De plus, 30 mécaniciens de bord et en aéronautique ont reçu une formation de base en matière de sécurité.



Grâce à un savoir-faire précieux accumulé depuis de longues années, la Rega aide à améliorer les services de sauvetage roumains. © DDC

### **Intégration sociale de la communauté rom ainsi que d'autres minorités**

Plus de 4000 membres de la communauté rom bénéficient d'un accès amélioré aux institutions et services publics dans les domaines de l'éducation et de la santé, dont plus de 1700 enfants qui peuvent fréquenter l'école enfantine ou des programmes complémentaires après l'école. Les projets dans le domaine de la santé comprennent des campagnes de vaccination, une assistance médicale et la formation de professionnels.

## ■ Protéger l'environnement



Suceava promeut la mobilité électrique afin de faire baisser les coûts de l'énergie et de réduire la pollution de l'air et le bruit dans la ville. © SECO

### ***Efficacité énergétique et énergies renouvelables***

Avec l'aide de la Suisse, la Roumanie a sélectionné quatre villes, Arad, Braşov, Cluj-Napoca et Suceava, pour devenir les cités de l'énergie pilotes. Sur la base des plans d'action développés en collaboration avec ces villes, la Suisse soutient plusieurs projets d'infrastructure visant à promouvoir l'utilisation plus durable de l'énergie ; 3 villes ont ainsi mis en place environ 7500 nouveaux réverbères économes en énergie. Dans 2 villes, les projets de rénovation énergétique de quatre écoles sont presque terminés. Les 11 premiers bus électriques de Roumanie circulent à Cluj-Napoca, et 13 stations de recharge les alimentent en électricité. Suceava a installé 28 stations de recharge pour véhicules électriques et acheté 16 véhicules de ce type. La ville a également mis en place un système de location de vélos électriques. En outre, des villes plus petites et moins bien loties financièrement bénéficient d'un soutien pour la mise en œuvre de projets d'infrastructure moins complexes.

### ***Transports publics***

À Bucarest, des investissements dans le système de métro urbain sont nécessaires. L'exploitant du métro prévoit, entre autres, de prolonger la ligne 4 afin de mieux relier la périphérie au centre-ville. La Suisse soutient ce projet en cofinçant diverses études qui sont nécessaires au financement de ce dernier. Une entreprise suisse fait partie du consortium qui réalise les études.

## ■ Accroître la sécurité publique

### ***Lutte contre la corruption et la criminalité organisée***

La magistrature roumaine a formé quelque 10 000 juges et procureurs à l'application des nouvelles lois pénales. Des manuels de formation distribués dans tout le pays facilitent également l'application de la loi.



Grâce à des formations, la police apprend à connaître la culture et la langue des Roms et gagne la confiance de la communauté. L'objectif est d'être plus à même de résoudre les problèmes de cette dernière. © DDC

### ***Prévention et sécurité***

La Suisse soutient la réforme de la police roumaine. Environ 2500 policiers ont participé à des cours sur le thème de la communication et de la médiation, deux domaines de compétences clés pour une force de police proche de ses citoyens. En outre, 240 policiers ont suivi un cours de romani pour apprendre la langue de la communauté rom. L'objectif est d'améliorer la sécurité dans les zones rurales. Par ailleurs, un atelier a été mis en place pour permettre aux délinquants de s'acquitter de travaux d'intérêt public, car transformer une peine de détention en heures de travail d'intérêt général augmente les chances de réinsertion.

## ■ Renforcer la société civile



De nombreux travailleurs qualifiés quittent la Roumanie faute de perspectives d'avenir. Des établissements sociaux reçoivent un soutien afin de pouvoir offrir à la population des perspectives professionnelles et sociales. © DDC

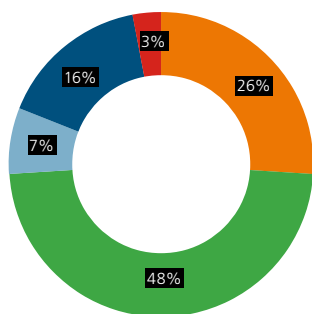
En Roumanie, une quarantaine de projets de partenariat stimulent l'échange de connaissances et d'expériences entre des organisations de la société civile suisses et roumaines. Environ 200 experts ont pu bénéficier de ces échanges dans divers domaines, tels que la protection de l'environnement, les services sociaux ou la santé. Environ 100 ONG roumaines actives dans ces domaines ont également reçu un soutien financier afin qu'elles puissent développer leurs capacités institutionnelles. En tant que porte-parole de la société civile, elles participent activement aux processus de prise de décision politique.

# Contribution à l'élargissement pour la Croatie



**Population** : 4,2 millions  
**Importations suisses depuis la Croatie** : 201 millions de francs  
**Exportations suisses vers la Croatie** : 221 millions de francs  
**Taux de croissance du PIB réel** : 2,8 %  
**Pouvoir d'achat par rapport à la Ø-UE Ø** : 62 %  
(Source : Eurostat, statistique suisse du commerce extérieur, chiffres 2017)

**En Croatie, la Suisse soutient 12 projets à hauteur de 42,75 millions de francs entre 2015 et 2024. Les résultats obtenus jusqu'à fin 2018 sont présentés ci-après.**



## Répartition de la contribution selon les objectifs visés

- Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail**  
4 projets CHF 11'000'000
- Protéger l'environnement**  
3 projets CHF 20'598'200
- Accroître la sécurité publique**  
1 projet CHF 3'000'000
- Renforcer la société civile**  
2 projets CHF 6'800'000
- Préparation des projets et assistance technique**  
2 projets CHF 1'351'800

**Total CHF 42'750'000**

À ce montant s'ajoutent les coûts de la mise en oeuvre qui incombent à la Suisse.

## ■ Favoriser la croissance économique et améliorer les conditions de travail



La modernisation de la formation professionnelle améliore l'employabilité des jeunes. © DDC

### **Modernisation du système de formation professionnelle**

En Croatie, le taux moyen de chômage des jeunes est élevé (30 %) et il augmente dans les professions artisanales, car les écoles professionnelles et les formations sont obsolètes dans ce domaine. Par conséquent, la Suisse soutient la modernisation du système de formation professionnelle. Les plans d'études ont été révisés dans les domaines du ramonage, de la construction en verre et de la cosmétique.

### **Promotion des petites et moyennes entreprises**

La Croatie est à la traîne d'autres États membres de l'UE s'agissant du développement de nouveaux produits. La contribution de la Suisse au programme « Eurostars » en Croatie permet de promouvoir la collaboration internationale en matière de recherche-développement entre des PME croates et leurs partenaires européens. Les bénéficiaires du programme obtiennent un financement grâce auquel ils peuvent développer leurs produits, processus et services innovants en vue de les lancer sur le marché. Jusqu'ici, 4 entreprises croates actives dans les domaines de la biotechnologie, de l'énergie et des technologies de l'information et de la communication ont réussi à obtenir un tel financement. L'un des 4 projets est maintenant terminé.

### **Renforcement du pôle de recherche croate**

Les dépenses de recherche-développement diminuent en Croatie depuis 2009 et sont aujourd'hui nettement inférieures à la moyenne de l'UE-28. La part des publications scientifiques de chercheurs croates est trois fois inférieure à la moyenne de l'UE. La Suisse aide à renforcer le système de recherche croate par la promotion d'un nouveau modèle de carrière pour les futurs professeurs. Pour contrer l'émigration de chercheurs qualifiés, les jeunes chercheurs bénéficient d'un soutien financier pour la mise en œuvre de leur projet dans des établissements de recherche croates. La promotion des carrières, qui correspond au modèle de l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL) et qui est pratiquée dans toute l'Europe, se concrétise ainsi également en Croatie. Un comité d'experts a sélectionné 4 projets de recherche prometteurs en vue d'un financement futur.

La Suisse s'emploie en outre à renforcer la coopération internationale. Elle encourage à cet effet la coopération scientifique grâce à des projets de recherche communs réunissant des équipes suisses et croates. Le Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS) et l'agence partenaire croate ont sélectionné 11 projets de recherche qui promettent des avancées importantes dans les sciences naturelles et sociales.

## **■ Protéger l'environnement**

### **Développement des réseaux d'eau et d'assainissement**

Dans de nombreuses régions de Croatie, la vétusté du réseau d'approvisionnement en eau potable génère des taux de déperdition élevés. En outre, le pays a un important retard à combler en ce qui concerne la construction de systèmes d'épuration des eaux usées domestiques. De nombreux habitants collectent aujourd'hui leurs eaux usées dans des fosses septiques. Il s'agit soit de fosses septiques en béton enfouies dans le sol soit de simples fosses en terre, qui sont régulièrement vidangées. Dans la région de Gorski kotar, dans le nord-ouest de la Croatie, la Suisse soutient de ce fait les communes de Delnice, de Fužine et de Brod Moravice dans la construction et la réhabilitation d'infrastructures d'eau et d'assainissement. Les travaux de construction ont débuté après la réalisation des études de faisabilité, des rapports d'impact sur l'environnement et des appels d'offres.



Dans la commune croate de Fužine, un expert suisse inspecte le réservoir d'eau potable datant de 1960. © SECO

## **■ Accroître la sécurité publique**

### **Déminage et réinsertion des victimes de mines**

Les mines et autres restes explosifs de guerre constituent de dangereux vestiges de la guerre qui a fait rage en Croatie de 1991 à 1996. Jusqu'ici, 294 démineurs croates ont nettoyé une surface représentant 1,8 km<sup>2</sup> dans la forêt de Kotar-Stari Gaj, désamorçant 3585 engins explosifs qui dataient de la guerre de Croatie. Selon les estimations, cela devrait représenter environ 10 % du nombre de mines encore enfouies en Croatie. Le projet helvético-croate soutient en outre les victimes et leurs familles en mettant en place des mesures visant à assurer leur réinsertion sociale et économique, ainsi qu'une banque de données nationale permettant d'analyser leurs besoins.



Au travers du projet de déminage en Croatie, la Suisse crée un environnement sûr et protégé pour la population vivant dans les régions infestées de mines. © CROMAC

## **■ Renforcer la société civile**

### **Soutien à des initiatives de la société civile**

Les organisations de la société civile jouent un rôle essentiel en matière de sensibilisation et d'information sur le développement durable et la protection de l'environnement. C'est pourquoi la Suisse met des moyens à la disposition des ONG pour une quarantaine de projets qu'elles prévoient de réaliser dans le domaine de l'éducation à l'environnement. Des activités des plus diverses doivent contribuer à améliorer les aptitudes et les connaissances des enfants et des adolescents en matière de développement durable. Les écoles permettent de sensibiliser également le personnel enseignant et les parents.

### **Partenariats entre des établissements suisses et croates**

La Suisse choisit une vingtaine de projets qui promeuvent l'échange de connaissances et d'expériences entre les ONG suisses et croates.

# Perspectives

En Bulgarie et en Roumanie, les projets se poursuivent jusqu'en 2019 et en Croatie, jusqu'en 2024. Grâce à des rapports et à des visites régulières, le SECO et la DDC sont en mesure d'évaluer en continu les progrès réalisés et de prendre en temps utile les mesures nécessaires en vue de la diminution des risques.

Au terme d'une procédure de consultation ayant recueilli une grande majorité d'avis favorables, le Conseil fédéral a décidé d'approuver le message relatif à la deuxième contribution de la Suisse en faveur de certains États membres de l'UE lors de sa séance du 28 septembre 2018. La décision relative aux crédits-cadres ad hoc est désormais entre les mains du Parlement. À l'heure de soumettre le message au Parlement, des questions essentielles étaient encore en suspens au niveau des relations d'ensemble entre la Suisse et l'UE, notamment en ce qui concerne l'issue des négociations sur un accord institutionnel et sur la reconnaissance de l'équivalence boursière, que le Conseil fédéral juge indispensable. Lorsqu'il a approuvé le message, le Conseil fédéral a précisé que les développements dans les relations entre la Suisse et l'UE viendraient alimenter les débats parlementaires.

À l'instar de la contribution à l'élargissement, la deuxième contribution de la Suisse s'élèvera à 1,302 milliard de francs sur 10 ans ; 1,102 milliard sont prévus pour les pays ayant adhéré à l'UE depuis 2004 (UE-13). La contribution a pour objectif de réduire les disparités économiques et sociales dans les pays partenaires et l'UE, et d'améliorer les perspectives sur place. L'expertise suisse doit notamment être mise à profit dans le domaine de la formation professionnelle afin de promouvoir la formation de la main-d'œuvre qualifiée et de contribuer à réduire le chômage des jeunes dans les pays partenaires. Par ailleurs, 200 millions de francs seront alloués à des mesures dans le domaine de la migration, dont profiteront également des pays de l'UE autres que ceux de l'UE-13 qui sont particulièrement touchés par les mouvements migratoires.

De plus amples informations au sujet de la contribution à l'élargissement et d'une deuxième contribution suisse sont disponibles en français, en allemand, en italien et en anglais sur le site internet [www.contribution-elargissement.admin.ch](http://www.contribution-elargissement.admin.ch).



La Suisse aide plusieurs villes roumaines à développer et à mettre en œuvre des stratégies énergétiques durables. Les villes de Brasov et de Cluj-Napoca ont décidé de procéder à l'assainissement énergétique de 4 écoles. © SECO

## **Impressum**

### **Publication :**

Département fédéral des affaires étrangères DFAE

**Direction du développement et de la coopération DDC**

3003 Berne

Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR

**Secrétariat d'État à l'économie SECO**

3003 Berne

### **Mise en page :**

Communication visuelle du DFAE

### **Téléchargement :**

[www.contribution-elargissement.admin.ch](http://www.contribution-elargissement.admin.ch) (rubrique « Publications »)

### **Contact spécialisé :**

Direction du développement et de la coopération DDC

Division Nouveaux États membres de l'UE

Freiburgstrasse 130

3003 Berne

Tél. +41 58 462 68 46

[swiss-contribution@eda.admin.ch](mailto:swiss-contribution@eda.admin.ch)

Secrétariat d'État à l'économie SECO

Secteur Contribution à l'élargissement/Cohésion

Holzikofenweg 36

3003 Berne

Tél. +41 58 462 78 24

[swiss-contribution@seco.admin.ch](mailto:swiss-contribution@seco.admin.ch)

[www.contribution-elargissement.admin.ch](http://www.contribution-elargissement.admin.ch)

Berne, mai 2019